



Aides de la PAC pour les agriculteurs bio : un besoin urgent de moyens humains pour réussir la transition agricole

Les services économie agricole sont aujourd'hui en situation de grande difficulté. En parallèle, les agriculteurs sont impactés économiquement par des retards de paiement.

Les charges de travail très importantes entraînant des burn-out, les nombreuses consignes et les pressions hiérarchiques sont monnaie courante au sein des services économie agricole des DDT(M). en raison de la nouvelle programmation de la PAC. De plus, les outils informatiques défaillants, et des multiples annonces politiques suite aux manifestations du début d'année ne font qu'aggraver la situation. Les agents chargés des contrôles font face à une détresse grandissante, et il est regrettable de constater que le Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire semble se contenter de "gérer la misère" en déployant des personnels contractuels sans apporter de véritables solutions aux problèmes rencontrés.

Le 21 mai 2024, des agriculteurs se sont rassemblés devant l'ASP pour exiger à la fois le paiement rapide des aides PAC 2023 et une réforme durable du calendrier de ces paiements. En effet, les aides du deuxième pilier de la PAC, qui concernent notamment les aides à l'agriculture biologique et les MAEC (mesures agro-environnementales et climatiques), sont particulièrement impactées par ces retards. Ces aides sont versées en dernier, plusieurs mois après les autres, mettant les agriculteurs sous pression des banques. Cette situation révèle un manque de soutien pour la transition vers un modèle agricole plus respectueux de l'environnement, alors que ces agriculteurs pratiquent une agriculture vertueuse, bénéfique pour la société préservant la qualité de l'eau, des écosystèmes et du climat. Face à la crise économique que traversent les agriculteurs bio, à l'aggravation de la perte de biodiversité et au dérèglement climatique un soutien accru à l'agriculture biologique et aux pratiques agroécologiques est essentiel.

Ainsi, pour une transition agricole réussie, l'intersyndicale du MASA réunie le 03/06/2024 réclame :

- **Des moyens humains suffisants** dans les services agricoles : Cela passe par des recrutements pérennes, plutôt que par des contrats courts et précaires, qui sont non seulement instables pour les agents concernés mais aussi chronophages pour les agents instructeurs en raison du temps de formation requis. Les moyens humains doivent correspondre aux besoins des services, sans compromettre la santé des agents.
- **Un plan d'actions rapide** pour débloquer les problèmes des différents outils informatiques.

- **Une modification de la priorisation du calendrier des versements des aides** : Il est crucial de privilégier le versement des aides bio. Ces pratiques doivent être activement encouragées pour la santé des agriculteurs et des citoyens, ainsi que pour le bon état écologique des écosystèmes.

L'intersyndicale du MASA va solliciter un **rendez-vous au Ministre de l'Agriculture** afin de faire part du mal-être des agents et d'étudier les modalités de mise en place rapide d'un plan d'actions opérationnelles permettant de satisfaire concrètement les attentes fortes des collègues.